ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

ΤΟΥ ΒΑΣΙΛΕΙΟΥ ΤΗΣ ΕΛΛΑΔΟΣ

Ἐν Ἀθήναις τῇ 25 Ἰουλίου 1953	ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ	Ἀριθμὸς φύλλου 187

ΠΕΡΙΕΧΟΜΕΝΑ

ΝΟΜΟΘΕΤΙΚΑ ΔΙΑΤΑΓΜΑΤΑ

Ν. Δ. 2466. Περὶ κυρώσεως τῆς ἀπὸ 15 Φεβρουαρίου 1952 Συμφωνίας «περὶ ἱδρύσεως Συμβουλίου Ἀντιπροσώπων Εὐρωπαϊκῶν Κρατῶν διὰ τὴν μελέτην σχεδίων διεθνοῦς ἐργαστηρίου καὶ τὴν ὀργάνωσιν ἄλλων μορφῶν συνεργασίας διὰ τὴν πυρηνικὴν ἔρευναν». 1

Ν. Δ. 2468. Περὶ τρόπου ἀπολύσεως προσωπικοῦ ἀσχοληθέντος μὲ διαχείρισιν ἐφοδίων ἐξωτερικοῦ παρὰ τῇ Α.Τ.Ε. 2

Ν. Δ. 2469. Περὶ κυρώσεως τῆς ὑπ' ἀριθ. 940)1951 Πράξεως τοῦ Ὑπουργικοῦ Συμβουλίου 3

ΔΙΑΤΑΓΜΑΤΑ

Περὶ ἀκυρώσεως τοῦ ἀπὸ 18.1.52 Β. Δ. καὶ κυρώσεως ὁριστικῶν συμπληρωματικῶν Πινάκων ἐτῶν 1948—49 καὶ 1951—52. 4

Περὶ ἱδρύσεως ἰδίας ἑνορίας Ἁγίου Γεωργίου Παλαιοῦ Ἡρακλείου—Ἀττικῆς. 5

Περὶ ἱδρύσεως ἑνορίας Κρητσᾶς—Κρήτης. 6

Περὶ ἱδρύσεως ἰδίας ἑνορίας Ἁγ. Βασιλείου Συνοικισμοῦ Ἰωλκοῦ—Βόλου Ἱ. Μητροπόλεως Δημητριάδος. 7

Περὶ ἄρσεως τῆς πράξεως ἀναδασώσεως ἐκ Δημοσίας ἐκτάσεως 8.600 μ2 Δημοσίας θέσεως Ἁγίας Παρασκευῆς Ἀττικῆς. 8

Περὶ ἄρσεως τῆς ἀναδασώσεως ἐξ ἐκτάσεως 250 στρεμμάτων τῆς ἰδιωτικῆς θέσεως «Πυρναρῆ» τῆς περιφερείας τοῦ Δήμου Γλυφάδας... 9

Περὶ ἄρσεως ἀναδασώσεως ἐκ Δημοσίας ἐκτάσεως 500 τ.μ. ἐν τῇ περιοχῇ Κοινότητος Κεφαλοβρύσης. 10

Περὶ μεταβιβάσεως ἐξουσίας τοῦ Ὑπουργοῦ Κοινωνικῆς Προνοίας τοῦ ὑπογράφειν ἀποφάσεις, πράξεις, ἐντάλματα, ἐντολὰς κ.λ.π. 11

ΝΟΜΟΘΕΤΙΚΑ ΔΙΑΤΑΓΜΑΤΑ

(1)

ΝΟΜΟΘΕΤΙΚΟΝ ΔΙΑΤΑΓΜΑ ὑπ' ἀριθ. 2466

Περὶ κυρώσεως τῆς ἀπὸ 15 Φεβρουαρίου 1952 Συμφωνίας «περὶ ἱδρύσεως Συμβουλίου Ἀντιπροσώπων Εὐρωπαϊκῶν Κρατῶν διὰ τὴν μελέτην σχεδίων διεθνοῦς ἐργαστηρίου καὶ τὴν ὀργάνωσιν ἄλλων μορφῶν συνεργασίας διὰ τὴν πυρηνικὴν ἔρευναν».

ΠΑΥΛΟΣ

ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Ἔχοντες ὑπ' ὄψει τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 35 τοῦ Συντάγματος καὶ τὴν ἀπὸ 23 Ἰουνίου 1953 σύμφωνον γνώμην τῆς κατὰ τὴν παράγραφον 2 τοῦ αὐτοῦ ἄρθρου 35 Εἰδικῆς Ἐπιτροπῆς ἐκ Βουλευτῶν, προτάσει τοῦ Ἡμετέρου Ὑπουργικοῦ Συμβουλίου, ἀπεφασίσαμεν καὶ διατάσσομεν.

Ἄρθρον 1.

Κυροῦται ἡ ἐν Γενεύῃ τὴν 15ην Φεβρουαρίου 1952 ὑπογραφεῖσα Συμφωνία «περὶ ἱδρύσεως Συμβουλίου Ἀντιπροσώπων Εὐρωπαϊκῶν Κρατῶν διὰ τὴν μελέτην σχεδίων διεθνοῦς ἐργαστηρίου καὶ τὴν ὀργάνωσιν ἄλλων μορφῶν συνεργασίας διὰ τὴν πυρηνικὴν ἔρευναν μετὰ τοῦ προσηρτημένου αὐτῇ παραρτήματος» ἧς τὸ κείμενον ἕπεται ἐν ἀγγλικῷ καὶ γαλλικῷ πρωτοτύπῳ καὶ ἐν ἑλληνικῇ μεταφράσει.

Ἄρθρον 2.

1. Πᾶσα τροποποίησις ἢ συμπλήρωσις τῆς κατὰ τὰ ἀνωτέρω Συμφωνίας κυρουται εφεσης οι αποφασεως των Ὑπουργων Συντονισμου, Εξωτερικων και Οικονομικων, δημοσιευομενης εις την Εφημεριδα της Κυβερνησεως.

2. Ἡ ἐκτελεσις της εν λογῳ Συμφωνιας και των τροποποιητικων η συμπληρωματικων αυτης, ανατιθεται εις το Ὑπουργειον Συντονισμου, εις τον προυπολογισμον τοῦ οποιου ἐγγραφεται και πασα εκ της συμμετοχης της Ἑλλαδος εις τας Συμφωνιας ταύτας αναγκαια προς τουτο εισφορα και δαπανη.

3. Οἱ αντιπροσωποι της Ἑλλαδος εις τα υπο τῆς ἀνωτερω Συμφωνιας και των τροποποιητικων και συμπληρωματικων αυτης, προβλεπομενα Συμβουλια και Ἐπιτροπας ορίζονται δι' αποφασεως του Ὑπουργου Συντονισμοῦ.

4. Ἡ ἰσχυς του παροντος ἀρχεται απο της δημοσιεύσεως αὐτοῦ εἰς την Ἐφημεριδα τῆς Κυβερνήσεως.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 18 Ἰουλίου 1953.

ΠΑΥΛΟΣ

Β.

ΤΟ ΥΠΟΥΡΓΙΚΟΝ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟΝ

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ

ΑΛΕΞΑΝΔΡΟΣ ΠΑΠΑΓΟΣ

ΤΑ ΜΕΛΗ

Σ. ΜΑΡΚΕΖΙΝΗΣ, ΣΤ. ΣΤΕΦΑΝΟΠΟΥΛΟΣ, Κ. ΚΑΛΛΙΑΣ, Κ. ΠΑΠΑΓΙΑΝΝΗΣ, Α. ΠΡΩΤΟΠΑΠΑΔΑΚΗΣ, Κ. ΚΑΡΑΜΑΝΛΗΣ, Χ. ΨΑΡΡΟΣ, Α. ΑΠΟΣΤΟΛΙΔΗΣ, Κ. ΑΔΑΜΟΠΟΥΛΟΣ, Ε. ΓΟΝΗΣ, Π. ΣΙΦΝΑΙΟΣ, Σ. ΛΗΜΑΡΑΤΟΣ, Π. ΠΑΠΑΛΗΓΟΥΡΑΣ.

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 23 Ἰουλίου 1953.

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

Δ. ΜΠΑΜΠΑΚΟΣ

ACCORD

portant création d'un Conseil de Représentants d'Etats enropéens pour l'étude des plans d'un Laboratoire international et l'organisation d'autres formes de coopération dans la recherche nucléaire

Les Etats européens signataires, membres de l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture, agant participé à la «Conférence régionale pour l'organisation des études concernant la constitution d'un Laboratoire européen de Recherches nu cléaires», convoquée en décembre 1951, au siége de l' Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture.

CONSIDERANT que la Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture a, lors de sa cinquième session, décidé de faciliter et d'encourager la création et l'organisation de laboratoires et de centres régionaux de recherches, afin qu'une collaboration plus étroite et plus fructueuse s'établisse entre les hommes de science des différents pays qui s'efforcent d'accroître la somme des connaissances humaines dans des domaines où les efforts déployés isolément par l'un quelconque des Etats de la région intéressée ne sauraient permettre d'y parvenir ;

VU les études préliminaires entreprises par l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture relativement à l'organisation de la recherche nucléaire sur une base régionale européenne;

CONVAINCUS que l'avancement de ces recherches scientifiques nécessite l'établissement d'une coopération étroite sur le plan matériel et intellectuel ;

DESIREUX de constituer à cet effet un Laboratoire International de recherches sur les phénomènes mettant en jeu des particules de très grande énergie en vue d'accroître la connaissance de ces phénomènes et, par là, de contribuer au progrés et à l'amelioration des conditions d'existence de l'homme ;

CONSIDERANT que la constitutian de ce laboratoire exige des travaux théoriques et techn'ques ainsi que l'étude des questions financières, administratives et juridiques impliquées ;

DESIREUX de procéder immédiatement à ces études, de même qu'à l'utilisation en commun, sur une base provisoire, des installations et facilités scientifiques dont l'usage a été offert par certains des Etats signataires ;

SONT CONVENUS DE CE SUIT :

Article I.

Création d'un Conseil de Représentants

Il est institué un Conseil de Représentants d'Etats Européens, ci-après désigné sous le nom de «Conseil» pour l'étude des plans d'un laboratoire international, et l'organisation d'autres formes de coopération dans la recherche nucléaire.

Article II.

Composition

1. Sont membres du Conseil, les Etats ayant participé à la «Conférence régionale pour l'organisation des études concernant la création d'un Laboratoire Européen de Rocherches Nucléaires», qui acceptent d' apporter au Conseil une contribution en espèces ou en nature et deviennent parties au présent Accord.

Les Gouvernments des Etats ayant participé à la Conférence sus-mentionnée, qui se seront engagés à apporter au Conseil une contribution en espèces ou en nature et auront signé le présent Accord sous réserve de ratification, pourront, de plein droit, en attendant le dépôt de leur instrument de ratification, se faire représenter au Conseil et participer à tous ses travaux.

2. Tout Etat européen n'ayant pas participé à la Conférence sus-mentionnée, qui s'engagera :

1. à coopérer aux travaux du Conseil sur la base de la liberté des échanges réciproques des personnes et des connaissances scientifiques et techniques de ses Membres dans le cadre du programme de ses travaux, et

2. à apporter au Conseil une contribution adéquate en espèces ou en nature; pourra devenir membre du Conseil. La demande sera soumise à l'approbation du Conseil. Les Etats visés à la présente section devront, en outre, devenir parties au présent Accord.

3. Les engagements des Etats d'apporter au Conseil une contribution en espèces ou en nature sont consignés à l'Annexe au présent Accord.

4. Chaque Membre peut désigner deux représentants au plus au Conseil. Il y dispose d'une seule voix.

5. Le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culturel ou son représentant, participe aux réunions du Conseı et prend part, sans droit de vote, à ses délibérations

Article III.

Fonctions du Conseil

1. Le Conseil a pour fonction d'organiser la collaboration, sur une base régionale européenne, dans l'étude des phénomènes mettant en jeu des particules de très grande énergie et, par là, de contribuer au progrès des sciences fondamentales. En vue d'établir cette collaboration :

1) illprépare les plans d'un laboratoire international de recherches nuclénaires et, à cette fin, il procède:

a) aux études techniques relatives à l'équipement expériental qu'il conviendrait de lui donner ;

b) à l'étude des problèmes organiques, financièrs, juridiques et tecniques que comporte l'établissement d'une pareille institution ;

2) il prend toutes mesures en vue de l'utilisation des installations et facilités qui auraient été mises à sa disposition, et ce, dans les limites des accords prévoyant son droit de faire usage des installations et facilités susdésignées, pourvu que les charges financières qui pourraient découler des accords en question ne portent pas préjudice à l'accomplissement des buts prévus au paragraphe 1) de la présente section.

3) il procède à des études théoriques, en relation avec les travaux mentionnés sous les paragraphes 1) et 2) de la présente section.

2. Le Conseil établit un rapport sur le résultat de ses travaux et études, qu'il soumet aux gouvernements de ses Membres. Ce rapport contiendra un projet de convention pour l'établissement d'un laboratoire international et pour l'organisation d'autres formes de coopération dans la recherche nucléaire.

3. Le Conseil recherchera la collaboration de l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture, et entrera en négociations avec elle en vue de la conclusion d'un accord spécial précisant les modalités de cette collaboration.

Article IV

Fonctionnement

1. La première session du Conseil sera convoquée par le Président de la «Conférence pour l'organisation des Etudes concernant la constitution d'un Laboratoire Européen de Recherches Nucléaires».

2. Le Conseil établit son règlement intérieur, qui fixe notamment le mode de désignation de son Président, la fréquence de ses sessions ordinaires et le mode de convocation des sessions extraordinaires.

3. Le Conseil pourra désigner un Comité couposé au plus de cinq personnalités choisies parmi les reprécentants des membres du Conseil le Comité exerce, quand le Conseil n'est pas en session, tous pouvoirsqui lui sont spécifiquement délégués par le Conseil.

4. Le Conseil pourra décider d'admettre exceptionnellement à ses sessions, dans des conditions qu'il définira lui-même, des représentants d'organisations scientifiques qu'il désire voir participer à ses travaux

Article V

Secrétaire et Groupes d'études

1. Le Conseil désigne un Secrétaire parmi les candidats présentés par les Membres du Conseil et lui confie l'exécution de ses décisions, sous l'autorité du Président. Le Secrétaire représente le Conseil en justice et dans les actes de la vie civile. Le Secrétaire du Conseil se maintient en étroite liaison avec les groupes d'études prévus à la section 2.

2. Le Conseil constitue les groupes d'études nécessaires à l'exécution des fonctions définies dans l'article III. Les membres des groupes d'études sont désignés parmi les personnalités dont la condidature est présentée ou agréée par l' Etat Membre dont ils sont ressortissants. Ceci, toutefois, n'empêche pas le Conseil de désigner des personnalités qui soient des ressortissants d'Etats non membres du Conseil.

Article VI

Ressources et Budget

1. Les ressources financières du Conseil sont constituées par :

1o) les contributions qui ont été souscrites par ses Membres.

2o) les dons qui pourront lui être attribués.

2. Le Conseil établit son budget sur la base et dans la limite des ressources financières qui lui sont acquises. Il pourra, si ces ressources viennent à être augmentées, décider de modifier en conséquence son budget.

3. Si, lors de la conclusion de ses travaux, ses ressources financières n'ont pas été entièrement dépensées ou engagées, le Conseil décidera de l'affectation à donner au solde inemployé.

Article VII

Personnalité juridique et facilités

Le Conseil jouit, sur le territoire de chacun de ses Membres, de la capacité juridique. Les Gouvernements de ses Membres lui accorderont, dans le cadre de leurs législations existantes, les facilités nécessaires à l'exercice de ses fonctions.

Article VIII

Durée

1. Le présent Accord est conclu pour une durée de dix-huit mois à courir à partir de son entrée en vigueur, étant entendu cependant qu'il cessera, en tout cas, d'avoir effet dès l'entrée en vigueur de la convention prévue à l'Article III, section 2.

2. Au cas, cependant, où cette convention ne serait pas entrée en vigueur dans le délai prévu à la section précédente, les Membres du Conseil pourront décider de proroger l'effet du présent Accord pour une durée à déterminer par eux, ot ce en vertu d'un avenant special qui comportera les dispositions necessaires relatives aux ressources supplémentaires à octroyer au Conseil. La prorogation du présent Accord n' aura, dans ce cas, effet qu' entre les Etats qui seronr parties à l'aveuant.

Article IX

Dispositions finales

1. Les Etats habilités à devenir membres du Conseil devront adhérer au présent accord en le signat sans réserve de ratificeation ou avec réserve de ratification suivie de ratifiction. L' Accord sera ouvert à la signature à Genève, le 15 février 1952, et, après cette date, au siège de l' Organisation des Nations Unies pour l' Education, la Science et la Culture.

2. Il entrera en vigueur lorsqu' il aura été signé sans réserve de ratification, ou signé sous réserve de ratification et ratifié ultérieurement, par cinq des Etats vises à l' Article II, Section I, §1, et que le montant total des contributions en espèces que ces Etats se seront engagés à verser au Conseil se sera élevé à une somme équivalente à cent mille dollars des Etats-Unis.

3. Lse Etats qui auraient signé le présent Accord sous réserve de ratification, y deviendront parties en déposant leur instrument de ratification auprès du Directour Général de l' Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Seience et la Culture.

4. Le Directeur Général de l' Organisation des Nations Unies pour l' Education, la Science et la Culture notifiera l'entrée en vigueur du présent Accord à tous les Etats ayant participé à la «Conférenc régionale pour l'organisation des études concernant la constitution d' un Laboratoire Européen de Rocherches Nucléaires».

5. Dès l' entrée en vigueur du présent Accord, le Directeur Genéral de l' Organisation des Nations Unies pour l' Education, la Science et la Culture le présentera à l'enregistrement au Secrétariat des Nations Unies, conformément à l' Article 102 de la charte des Nations Unies.

EN FOI DE QUOI les représentants soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Accord.

Fait en la Ville de Genève, ce quinze fevrier mil neuf cent cinquante-deux, en un seul exemplaire, dans les langues française et anglaise les deux textes faisant également foi.

L' exemplaire original sera déposé dans les archives de l' Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture. Le Directeur général de cette Organisation délivrera une copie certifiée conforme aux Etats ayant participé à la «Conférenc Régionale pour l' organisation des études concernant la constitution d' un Laboratoire Européen de Recherches Nucléaires», de même qu' à tout autre Etat qui ultérieurement deviendra Membre du Consceil.

AGREEMENT

constituting a Council of Representatives of European States for planning an international laboratory and organizing other forms of cooperation in Nuclear Research.

The European signatory States Members of the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization, having taken part in the «Regional Conference for the organization of studies concerning the establishment ef the European Nuclear Research Laboratory» which met in December 1951 at the seat of the United Nations Educational Scientific and Cultural Organization.

CONSIDERING that, at its Fifth Session, the General Conference of the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization decided to proote and encourage the establishment and organization of regional ressearch laboratories and centres in order to increase and make more fruitful collaboration of scientists in different countries in search of new knowledge

in fields where the effort of any one country would be insufficient for the task ;

IN VIEW of the preliminary studies undertaken by the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization relating to the organization of nuclear research on a European regional basis ;

CONVINCED that the advance of this scientific ressearch requires close collaboration on both a material and an intellectual plane ;

DESIRING for this purpose to establish an international research laboratory to stud, ph nomena involving high energy particles in order to increase the knowledge of such phenomena and theroby to contribute to progress and to the improvement of the living conditions of mankind ;

CONSIDERING that the establishment of such a laboratory requires theoretical and technical investigation and the study of administrative, financial and legal probloms involved ;

DESIRING to proceed with these studies immediately and also, on a provisional basis, to make use jointly, of the scientific equipment and facilities offered by certain of the signatory states :

HAVE AGREED AS FOLLOWS :

Article I.

Establishment of a Council of Representatives

A Council of Representatives of European States (hereinafter called »the Council»), is hereby constituted for planning an international laboratorya nd organizing other forms of co-operation in nuclear research. The seat of the Council shall be at Geneva.

Article II.

Composition

1. The States which took part in the «Regional Conference for the organization of studies concerning the establishment of the European Nuclear Research Laboratory», which undertake to contribute in money or in Kind to the Council and become parties to the present Agreement, shall be Members of the Council. The governments of States which took part in the abovementioned Conference, which have undertaken to contribute to the Council in money or in kind and which have signed the present Agreement subject to ratification, shall pending the deposit of their instruments of ratification, be fully entitled to be represented on the Council and take part in all its work.

2. Any European State which has n·t taken part in the above mentioned Conference, which undertakes :

1) to co-operate in the work of the Council on a footing of the free reciprocal exchange of persons and scientific and technical information of Members in accordance with its programme of work, and

2) to make an adequate contribution to the Council in money or in kind, is eligible for membership of the Council. Applications are subject to the approval of the Council. States referred to in this section must more over become parties to the present Agreement.

3. The obligations of States to contribute to the Council in money or in kind are set out in the Annex to this Agreement.

4. Each Member may appoint not more than two representatives to te Council. It shall have one vote.

5. The Director-General of the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization, or his representative, may attend meetings of the Council and take part in its discussions without the right to vote.

Art cle III.

Functions of the Council

1. The function of the Council is to organize, on a regional European basis, collaboration in the study of phenomena involving high energy particles and thus to contribute to the progress of fundamental science.

For the purpose of such collaboration it shall :

1) make plans for the establishment of an international nuclear research laboratory and to this effect carry out :

a) technical investigations relating to experimental equipment which should be furnished ;

b) a study of the administrative, financial, legal and technical problems involved in establishing such an institution ;

2) take measures appropriate for utilizing the equipment and facilities put at its disposal in accordance with the provisions of agreements determining its right right to use such equipment and facilities provided that the financial obligations arising out of such agreements shall not prejudice the achievement of the purposes of the Council set out in paragraph 1) of this section.

3) undertake theoreticals research in connection with the work described in paragraphs 1) and 2) of this section.

2. The Council shall make a report on the results of its work and studises and submit it to the governments of its Members. This report shall contain the draft of a convention for the establishment of an international laboratory and for the organization of other forms of co-operation for nuclear research.

3. The Council shall seek to collaborate with the United Nations Educational. Scientific and Cultural Organization and shall enter into negotiations with itl for a special agreement determining the particulars of such collaboration.

Article IV

Method of Work

1. The f rst meeting of the Council shall be summoned by the Chairman of the «Conference for the organization of studies concerning the establishment of a Regional Nuclear Research Laboratory».

2. The Council shall make its own Rules of Procedure, which shall, in particular, determine the method of appointing the Chairman, the frequency of its ordinary sessions and the method of convoking extraordinary sessions.

3. The Council may appoint a Committee consisting of not more than five presons, chosen from among the representatives of the Members of the Council. The Committee shall, between meetings of the Council, exercise alls powers specifically delegated to it by the Council.

4. The Council may, in exceptional cases, admit to its sessions, upon terms to be defined by it, representatives of scientific organizations which it desires to have associated with its work.

Article V

Secretary and Study Groups

1. The Council shall appoint a Secretary from candidates put forward by Members of the Council and shall commit to him the task of carrying out its decisions under the authority of the Chairman. The Secretary shall represent the Council for legal and civil purposes. The Secretary of the Council shall keep in close contact with the study groups, as provided for in section 2.

2. The Council shall appoint the study groups necessary to carry out the functions described in Article

III. Members of the study groups shall be chosen from candidates presented or approved by the Member States of which they ate nationals. This shall not, however, prevent the Council from appointing persons who are nationals of States not Members of the Council.

Article VI.

Revenue and Budget

1. The revenue of the Council is made up as follows:
1) contributions subscribed by Members ;
2) any donations which may be made to it.

2. The Council shall prepare its budget upon the basis and within the limits of the revenue received by it. It may, if its revenue is increased, make consequential amendments to the budget.

3. If, at the conclusion of its work, its revenue has not been completely disposed of or committed, the Council shall decide upon the disposal of the balance.

Article VII.

Legal Personality and Facilities

The Council shall, on the territory of its Members, have legal personality. The governments of its Members shall, in accordance with the provisions of existing legislation, grant it whatever facilities may be necess ary for the exercise of its functions.

Article VIII.

Duration

1. This agreement is made for a period of eighteen months from the date of its coming into force, provided that it shall in any event termisate upon the date of the entry into force of the Convention referred to in Article III Section 2.

2. If such a Convention does not come into force within the period mentioned in the preceding section, Member States of the Council may decide to prolong the present Agreement for a period to be determined by them in accordance with a supplementary agreement which shall contain necessary provisions relating to additional revenue to be provided for the Council. The extension of this Agreement shall not in any case affect any State not party to the supplementary agreement.

Article IX.

Final Provisions

1. States entitled to become members of the Council shall become parties to this Agreement by signature without reserve as to ratification or by signature subject to ratification, followed by ratification. The agreement shall be open for signature at Geneva on 15 February 1952, and after that date, at the seat of the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization.

2. It shall come into force when signed without reserve as to ratification, or signed subject to ratification and subsequently ratified by five of the States mentioned in Article II, Section, 1, § 1 and when the financial contributions to the Council undertaken by such States reach a total equivalent to one hundred thousand United States dollars.

3. States which sign the present Agreement subject to ratification shall become parties thereto upon depositing their instruments of ratification with the Director-General of the United Nations Educational, Scientific and Gultural Organization.

4. The Directer-General of the United Nations Educational, Sciencentific and Cultural Organization shall notify the entry into force of the present Agreement to all States which have taken part in the «Regional Conference for the organization of studies concerning the establishment of a European Nuclear Research Laboratory».

5. The Directer-General of the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization shall upon the entry into force of this Agreement, present it for registration to the Secretariat of the United Nations in accordance with Article 102 of the Charter of the United Nations.

IN WITNESS WHEREOF the under-signed representatives, duly authorized to that effect, have signed the present Agreement.

Done in the city of Geneva this fifteenth day of February, One Thousand Nine Hundred and Fifty-two, in one copy in the French and English languages, both texts being equally authentic.

The original shall be deposited in the archives of the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization. The Directer-General of that Organization shall transmit a certified copy to the States which took part in the «Regional Conference for the organization of studies concerning the establishment of a European Nuclear Research Laboratory» and to all other States which subsequently become members of the Council.

Pour la Républ que Fédérale d'Allemagne
For the Federal Republic of Germany.
W. HEISENBERG

Pour le Royaume du Danemark
For the Kingdom of Denmark
JAKOB NIELSEN
(sous réserve de ratification)

Pour la République française
For the French Republic
F. PERRIN-G. DUPOY-F. DE ROSE
(sous réserve de ratification)

Pour le Royaume de Grèce
For the Kingdom of Greece
D. HONDROS
(sous réserve de ratification)

Pour la République d—Italie
For the Republic of Italy
A. CASATI
(sous réserve de ratification)

Pour le Royaume des Pays-Bas
For the Kingdom of the Netherlands
J. H. BANNIER

Pour le Royaume de Suède
For the Kingdom of Sweden
MALTE JACOBSSON
(subject to ratification)

Pour la Confédération Suisse
For the Confederation of Switzerland
PAUL SCHERRER
(sous réserve de ratification)

Pour la République populaire fédérative de Yougoslavie
For the Peopls' Republic of Yugoslavia
PAVLE SAVIC
STEVAN DEDIJER

ANNEXE

Dispositions générales

1. Les Etats qui auront signé la présente Annexe s'engagent respectivement à apporter au Conseil de Représentants d'Etats Européens institué par l'accord principal, les contributions en espèces ou en nature dont la liste est établie à la présente Annexe.

2. Une contributi'n en nature apportée par un Etat qui a participé à la »Conférence Régiolnale pou l' rganisation des étides concernant l'établissemen d'un Laboratoire Européen de Recherches Nucléai

pourra faire l'objet d'un accord spécial entre le Conseil et l'Etat contribuant.

3. Le Conseil pourra déterminer les conditions dans lesquelles pourront être acceptées les contributions en espèces ou en nature d'Etats qui n'ont pas participé à la Conférence sus-mentionnée et qui posent leur candidature pour être admis comme membres du Conseil.

4. Des dispositions relatives aux contributions des Etats qui signeront après le 15 février 1952 pourront être ajoutées ultérieurement à la présente annexe.

5. Cette Annexe entrera en vigueur en même temps que l'Accord principal.

ANNEXE

General Provisions

1. The States signing this Annex undertake respectively to make the contributions, in money or in kind listed in this Annex, to the Council of representatives of European States constituted by the principal Agreement.

2. A contribution in kind made by a State which partic pated in the «Regional Conference for the organization of studies concerning the establishment of the European Nuclear Research Laboratory», may be made the subject of a special agreement to be concluded between the Council and the contributory State.

3. The conditions upon which contributions in money or in kind may be accepted from States which did not participate in the above-mentioned conference and which apply for membership of the Council ,may, be determined by the Council.

4. Special provisions relating to the contributions of States signing after the 15 February 1952 may be added later to this Annex.

5. This Annex shall come into force at the same time as the principal Agreement.

CONTPIBUTIONS

LaRépublique fédérale de l' Allemagne s' engage à fournir une contribution d' un montant de S 35 000 (trentecinq mille dollars) qu' elle versera, en monnaie des Etats-Unis, au Conseil dès que celui-ci sera régulièrement constitué.

The German Foederal Republic will contribute the sum of $. 35,000 (thirty-five thousand dollars) in United States currency, payable to the Council as soon as it is legally constituted.

Signature : W. HEISENBERG

Le Royaume de Danemark s' engage à mettro dans la mesure nécessaire, à la disposition du Conseil, pour faciliter les travaux du groupe Européen d' étude l' Institut de Physiquo Théorique de l' Université de Copenhague.

The Kingdonm of Denmark undertakes to place the Institute of Theoretical Physics of the University of Copenhagen at the disposal of the Council to the extent necessary for assisting in the work of the European Study Group.

Signature : Jakob NIELSEN

La République française s' engage à fournir une contribution de 25 Millions (vingtcinq millions) de francs français, qu' ielle versera au DConseil dès que celui-ci sera régulièrement constitué.

The French Republic will contribute the sum of 25,000,000 French francs (twenty - five millions French francs), payable to the Council as soon as i t is legally constituted.

Signature : F. PERRIN- G. DUPOUY-F.de ROSE

La République d' Italie s' enfage à fournir une contribution de S. 25.000 (vingt-cinq mille dollars) qu' elle versera en francs suisses, au Conseil dès que celui-ci sera régulièrement constitué.

The Republic of Italy will contribute the sum of $. 25 000 (twenty-five thousand dollars) payable in Swiss francs to the Council as soon as it is legally constituted.

Signature ; A. CASATI.

Le Royaume des Pays-Bas s' engage à fournir nue contribution d' un montant de S. 10.000 (dix mille dollars) qu' il versera en monnaie de pays européens. au choix du Conseil. dès que celui-ci sera régulièrement constitué.

The Kingdom of the Netherlands will contribute the sum of $. 10 000(ten thousand dollars) payable to the Council as soon as it is legally constsituted, in any Europesan currency desired by the Council.

Signature : J. H. BANNIER

Le Royaume de Suède s'enfgage à fournir une contribution d' un montant de 57.000 couronnes suédoises (cinquante-sept mille couronnos suédoiscs), qu' il versera au Conscil dès quse celui-ci sera régulièrement constitué.

The Kingdon of Sweden will contribute the sum of 57,000 Swedish Crowns (fifty-seven thousand Swedish Crowns), payable to the Council as soon as it is legally constituted. Signature : Pavle jacolsson.

La République Populaire Fédérative de Yougoslavie s' engage à fournir une contribution d' un montant de S. 10.000 (dix mille dollars) qu' elle versera en monnaie des Etats-Unis au Conseil dès que celui-ci sera régulièrsement constitué.

The Peoples' Federal Republic of Yugoslavia will contribute the sum of $. 10,000 (ten thousand dollars) in United States currency, payable to the Council as soon as it is legally constsituted.

Signature : Pavle SAVIC - Stevan DEDIJER

Copie conforme à l' original de l' Accord portant crèation d' un Conseil de Représentants d' Etats européens pour l' étude des plans d' un Laboratoire international et l' organisation d' autres formes de coopération dans la recherche nucléaire.

Paris, 31 Mars 1952

Le Conseiller juridique de l' organisation des Nations Unies pour l' Education, la Science et la Culture.

ΣΥΜΦΩΝΙΑ

Περὶ ἱδρύσεως Συμβουλίου Ἀντιπροσώπων Εὐρωπαϊκῶν Κρατῶν διὰ τὴν μελέτην σχεδίων διεθνοῦς ἐργαστηρίου καὶ τὴν ὀργάνωσιν ἄλλων μορφῶν συνεργασίας διὰ τὴν πυρηνικὴν ἔρευναν.

Τὰ ὑπογεγραμμένα Εὐρωπαϊκὰ Κράτη, μέλη τῆς Ὀργανώσεως τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὴν ἐκπαίδευσιν, τὴν ἐπιστήμην καὶ τὸν πολιτισμόν, μετασχόντα τοῦ «Περιφερειακοῦ Συνεδρίου διὰ τὴν ὀργάνωσιν μελετῶν ἀφορωσῶν εἰς τὴν ἵδρυσιν Εὐρωπαϊκοῦ ἐργαστηρίου πυρηνικῶν ἐρευνῶν», τοῦ συγκληθέντος τὸν Δεκέμβριον 1951 εἰς τὴν ἕδραν τῆς Ὀργανώσεως τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὴν ἐκπαίδευσιν, τὴν ἐπιστήμην καὶ τὸν πολιτισμόν.

Ἔχοντα ὑπ' ὄψιν ὅτι ἡ Γενικὴ Συνέλευσις τῆς ὀργανώσεως τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὴν ἐκπαίδευσιν, τὴν ἐπιστήμην καὶ τὸν πολιτισμὸν κατὰ τὴν 5ην αὐτῆς σύνοδον, ἀπεφάσισε νὰ διευκολύνῃ καὶ ἐνθαρρύνῃ τὴν ἵδρυσιν καὶ τὴν ὀργάνωσιν ἐργαστηρίων καὶ περιφερειακῶν κέντρων ἐρευνῶν διὰ νὰ ἀποκατασταθῇ στενωτέρα καὶ περισσότερον καρποφόρος συνεργασία μεταξὺ τῶν ἐπιστημόνων τῶν διαφόρων χωρῶν, οἱ ὁποῖοι προσθαθοῦν νὰ αὐξήσουν τὰς ἀνθρωπίνους γνώσεις εἰς τοὺς τομεῖς εἰς τοὺς ὁποίους αἱ μεμονωμέναι προσπάθειαι ἑνὸς οἱουδήποτε κράτους δὲν θὰ ἦτο δυνατὸν νὰ ἐπιτύχουν ἀξιόλογον ἀποτέλεσμα.

Λαβόντα γνῶσιν τῶν προκαταρκτικῶν μελετῶν τὰς ὁποίας ἐπροκάλεσεν ἡ Ὀργάνωσις τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὴν ἐκπαίδευσιν, τὴν ἐπιστήμην καὶ τὸν πολιτισμὸν σχετικῶς πρὸς τὴν ὀργάνωσιν τῆς πυρηνικῆς ἐρεύνης ἐπὶ Εὐρωπαϊκῆς Περιφερειακῆς Βάσεως.

Πεπεισμένα ὅτι διὰ τὴν ὀργάνωσιν τῶν ἐπιστημονικῶν τούτων ἐρευνῶν, εἶναι ἀναγκαία ἡ ἀποκατάστασις στενῆς συνεργασίας ἐπὶ τοῦ ὑλικοῦ καὶ πνευματικοῦ πεδίου.

Ἐπιθυμοῦντα νὰ ἱδρύσουν πρὸς τοῦτο ἓν Διεθνὲς Ἐργαστήριον ἐρευνῶν ἐπὶ τῶν φαινομένων, εἰς τὰ ὁποῖα μετέχουν σωμάτια πολὺ μεγάλης ἐνεργείας πρὸς αὔξησιν τῆς περὶ τῶν φαινομένων τούτων γνώσεως καὶ συνεπῶς, συμβάλλοντα τοιουτοτρόπως εἰς τὴν πρόοδον καὶ τὴν βελτίωσιν τῶν ὅρων διαβιώσεως τῶν ἀνθρώπων.

Θεωροῦντά ὅτι ἡ ἵδρυσις τοῦ Ἐργαστηρίου τούτου ἀπαιτεῖ τεχνικὰς καὶ θεωρητικὰς ἐργασίας καὶ τὴν μελέτην τῶν συναφῶν οἰκονομικῶν, διοικητικῶν καὶ νομικῶν ζητημάτων.

Ἐπιθυμοῦντα νὰ προβοῦν ἀμέσως εἰς τὰς μελέτας ταύτας καὶ εἰς τὴν ἀπὸ κοινοῦ χρησιμοποίησιν, ἐπὶ προσωρινῆς βάσεως, τῶν ἐγκαταστάσεων καὶ ἐπιστημονικῶν εὐκολιῶν τῶν ὁποίων ἡ χρῆσις προσεφέρθη ἀπὸ μερικὰ τῶν ὑπογεγραμμένων κρατῶν.

Συνωμολόγησαν τὰ ἑξῆς :

Ἄρθρον 1.

Ἵδρυσις Συμβουλίου Ἀντιπροσώπων.

Συνιστᾶται Συμβούλιον Ἀντιπροσώπων Εὐρωπαϊκῶν Κρατῶν, ἀποκαλούμενον ἐν τοῖς ἑξῆς »Συμβούλιον» διὰ τὴν μελέτην τῶν σχεδίων διεθνοῦς ἐργαστηρίου καὶ τὴν ὀργάνωσιν ἄλλων μορφῶν συνεργασίας εἰς τὴν πυρηνικὴν ἔρευναν. Ἕδρα τοῦ συμβουλίου ὁρίζεται ἡ Γενεύη.

Ἄρθρον II.

Σύνθεσις τοῦ Συμβουλίου

1. Μέλη τοῦ Συμβουλίου εἶναι τὰ Κράτη, τὰ ὁποῖα μετασχόντα τοῦ «Περιφερειακοῦ Συνεδρίου διὰ τὴν ὀργάνωσιν μελετῶν ἀφορωσῶν εἰς τὴν ἵδρυσιν Εὐρωπαϊκοῦ Ἐργαστηρίου Πυρηνικῶν Ἐρευνῶν» δέχονται νὰ συνεισφέρουν εἰς τὸ Συμβούλιον εἰσφορὰν εἰς χρῆμα ἢ εἰς εἶδος καὶ γίνονται συμβαλλόμενα μέρη τῆς παρούσης Συμφωνίας.

Αἱ Κυβερνήσεις τῶν Κρατῶν, τὰ ὁποῖα μετέσχον τοῦ μνημονευθέντος Συνεδρίου καὶ ἀναλαμβάνοντα τὴν ὑποχρέωσιν εἰσφορᾶς εἰς χρῆμα ἢ εἰς εἶδος θὰ ὑπογράψουν τὴν παροῦσαν Συμφωνίαν ὑπὸ τὴν αἵρεσιν τῆς κυρώσεως, θὰ δύνανται, αὐτοδικαίως μέχρι τῆς καταθέσεως τῶν ἐγγράφων τῆς κυρώσεως, νὰ ἀντιπροσωπεύωνται εἰς τὸ Συμβούλιον καὶ νὰ μετέχουν ὅλων τῶν ἐργασιῶν αὐτοῦ :

2. Κάθε Εὐρωπαϊκὸν Κράτος μὴ μετασχὸν τοῦ μνημονευθέντος Συνεδρίου, ἐφ' ὅσον θὰ ἀναλάβῃ τὴν ὑποχρέωσιν,

1. νὰ συμβάλλῃ εἰς τὰς ἐργασίας τοῦ Συμβουλίου ἐπὶ τῆς βάσεως τῆς ἐλευθέρας ἀνταλλαγῆς ἀμοιβαίως προσώπων καὶ ἐπιστημονικῶν καὶ τεχνικῶν γνώσεων τῶν μελῶν αὐτοῦ ἐν τῷ πλαισίῳ τοῦ προγράμματος τῶν ἐργασιῶν αὐτοῦ καὶ

2. νὰ συνεισφέρῃ εἰς τὸ Συμβούλιον ἀνάλογον εἰσφορὰν εἰς χρῆμα ἢ εἶδος, δύναται νὰ γίνῃ μέλος τοῦ Συμβουλίου Ἡ πρὸς τοῦτο αἴτησις ὑπόκειται εἰς τὴν ἔγκρισιν τοῦ Συμβουλίου. Τὰ Κράτη, εἰς τὰ ὁποῖα ἀναφέρεται ἡ παροῦσα παράγραφος ὀφείλουν πρὸς τούτοις νὰ μετάσχουν τῆς παρούσης Συμφωνίας.

3. Αἱ ὑποχρεώσεις τῶν Κρατῶν ὅπως, προσφέρουν εἰς τὸ Συμβούλιον εἰσφορὰν εἰς χρῆμα ἢ εἰς εἶδος ἀναγράφωνται εἰς τὸ παράρτημα τῆς παρούσης Συμφωνίας.

4. Ἕκαστον μέλος τοῦ Συμβουλίου δύναται νὰ ὁρίσῃ δύο, τὸ πολύ, ἀντιπροσώπους εἰς τὸ Συμβούλιον καὶ διαθέτει εἰς αὐτὸ μίαν μόνον ψῆφον.

5. Ὁ Γεν. Διευθυντὴς τῆς Ὀργανώσεως τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὴν ἐκπαίδευσιν, τὴν ἐπιστήμην καὶ τὸν πολιτισμὸν ἢ ὁ ἀναπληρωτὴς του μετέχει τῶν Συνεδριάσεων καὶ τῶν συζητήσεων τοῦ Συμβουλίου ἄνευ δικαιώματος ψήφου

Ἄρθρον III.

Ἁρμοδιότητες τοῦ Συμβουλίου

1. Τὸ Συμβούλιον ἔχει τὴν ἁρμοδιότητα νὰ ὀργανώνῃ ἐπὶ Περιφερειακῆς Εὐρωπαϊκῆς βάσεως, τὴν συνεργασίαν εἰς τὴν μελέτην τῶν φαινομένων, εἰς τὰ ὁποῖα μετέχουν σώματια πολὺ μεγάλης ἐνεργείας καὶ οὕτω νὰ συμβάλλῃ εἰς τὴν πρόοδον τῶν βασικῶν ἐπιστημῶν.

Πρὸς ἐπίτευξιν τῆς συνεργασίας ταύτης :

1. Καταρτίζει τὰ σχέδια ἑνὸς διεθνοῦς ἐργαστηρίου πυρηνικῶν ἐρευνῶν καὶ πρὸς τοῦτο προβαίνει.

α) εἰς τὰς τεχνικὰς μελέτας διὰ τὸν κατάλληλον πειραματικὸν ἐξοπλισμὸν τοῦ ἐργαστηρίου.

β) εἰς τὴν μελέτην τῶν ὀργανωτικῶν, οἰκονομικῶν νομικῶν καὶ τεχνικῶν προβλημάτων τῶν σχετικῶν μὲ τὴν ἵδρυσιν τοιούτου ἱδρύματος.

2) Λαμβάνει ὅλα τὰ μέτρα διὰ τὴν χρησιμοποίησιν τῶν εἰς τὴν διάθεσίν του ἐγκαταστάσεων καὶ διευκολύνσεων εἰς τρόπον ὥστε, ἡ μὲν χρῆσις νὰ γίνεται ἐντὸς τῶν ὁρίων τῶν συμφωνιῶν τῶν καθοριζουσῶν τὰ σχετικὰ δικαιώματά του, αἱ δὲ ἐκ τῆς χρησιμοποιήσεως τῶν ἐγκαταστάσεων καὶ διευκολύνσεων τούτων οἰκονομικαὶ ἐπιβαρύνσεις νὰ μὴ παραβλάπτουν τὴν ἐκπλήρωσιν τῶν ἐν παρ. I τοῦ παρόντος ἄρθρου ἀναφερομένων σκοπῶν.

3. Προβαίνει εἰς θεωρητικὰς μελέτας σχετικῶς πρὸς τὰς ἐργασίας τὰς ἀναφερομένας εἰς τὰς παρ. 1 καὶ 2 τοῦ παρόντος ἄρθρου.

2. Τὸ Συμβούλιον συντάσσει ἔκθεσιν ἐπὶ τοῦ ἀποτελέσματος τῶν ἐργασιῶν καὶ μελετῶν αὐτοῦ, τὴν ὁποίαν ὑποβάλλει εἰς τὰς Κυβερνήσεις τῶν μελῶν του. Ἡ Ἔκθεσις αὐτὴ θὰ περιέχῃ σχέδιον συμβάσεως διὰ τὴν ἵδρυσιν διεθνοῦς ἐργαστηρίου καὶ διὰ τὴν ὀργάνωσιν ἄλλων μορφῶν συνεργασίας διὰ τὴν πυρηνικὴν ἔρευναν.

3. Τὸ Συμβούλιον θὰ ἐπιζητήσῃ τὴν συνεργασίαν τῆς Ὀργανώσεως τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὴν ἐκπαίδευσιν, τὴν ἐπιστήμην καὶ τὸν πολιτισμὸν καὶ θὰ προέλθῃ εἰς διαπραγματεύσεις μετ' αὐτῆς διὰ τὴν συνομολόγησιν Συμφωνίας εἰδικῶς ὁριζούσης τοὺς ὅρους τῆς συνεργασίας ταύτης.

Ἄρθρον IV.

Λειτουργία τοῦ Συμβουλίου

1. Ἡ πρώτη συνεδρίασις τοῦ Συμβουλίου θὰ συγκληθῇ ὑπὸ τοῦ Προέδρου τοῦ «Συνεδρίου διὰ τὴν ὀργάνωσιν μελετῶν ἀφορωσῶν τὴν ἵδρυσιν Εὐρωπαϊκοῦ Ἐργαστηρίου Πυρηνικῶν Ἐρευνῶν».

2. Τὸ Συμβούλιον συντάσσει τὸν ἐσωτερικὸν αὐτοῦ κανονισμόν, διὰ τοῦ ὁποίου εἰδικῶς ὁρίζεται ὁ τρόπος ἐκλογῆς τοῦ Προέδρου αὐτοῦ, ἡ συχνότης τῶν τακτικῶν αὐτοῦ

συνεδριάσεων καὶ ὁ τρόπος συγκλήσεως τῶν ἐκτάκτων συνεδριάσεων.

3. Τὸ Συμβούλιον δύναται νὰ ὁρίσῃ ἐπιτροπήν, ἀποτελουμένην ἀπὸ 5 κατ' ἀνώτατον ὅριον πρόσωπα, ἐκλεγόμενα μεταξὺ τῶν ἀντιπροσώπων τῶν μελῶν τοῦ Συμβουλίου. Ἡ ἐπιτροπὴ αὕτη ἀσκεῖ, ὅταν τὸ Συμβούλιον δὲν εὑρίσκεται ἐν συνεδριάσει, πᾶσαν ἐξουσίαν εἰδικῶς παρὰ τοῦ Συμβουλίου παραχωρουμένην πρὸς αὐτήν.

4. Τὸ Συμβούλιον δύναται κατ' ἐξαίρεσιν νὰ ἀποφασίζῃ νά, δέχεται εἰς τὰς συνεδριάσεις του ὑπὸ ὅρους, τοὺς ὁποίους αὐτὸ τὸ ἴδιον ὁρίζει, ἀντιπροσώπους ἐπιστημονικῶν ὀργανώσεων, τὴν συμμετοχὴν τῶν ὁποίων εἰς τὰς ἐργασίας του κρίνει ἐπιθυμητήν.

Ἄρθρον V.

Γραμματεὺς καὶ ὁμάδες μελετῶν.

1. Τὸ Συμβούλιον ἐκλέγει ἕνα Γραμματέα μεταξὺ ὑποψηφίων προτεινομένων ὑπὸ τῶν μελῶν αὐτοῦ καὶ ἀναθέτει εἰς αὐτὸν τὴν ἐκτέλεσιν τῶν ἀποφάσεών του ὑπὸ τὴν ἐποπτείαν τοῦ Προέδρου.

Ὁ Γραμματεὺς ἀντιπροσωπεύει τὸ Συμβούλιον ἐνώπιον τῶν δικαστηρίων καὶ ἔναντι παντὸς τρίτου. Ὁ Γραμματεὺς τοῦ Συμβουλίου εὑρίσκεται εἰς στενὴν ἐπαφὴν πρὸς τὰς ὑπὸ τῆς παραγράφου 2 τοῦ παρόντος ἄρθρου προβλεπομένας ὁμάδας μελετῶν.

2. Τὸ Συμβούλιον συνιστᾶ ὁμάδας μελετῶν ἀναγκαίας διὰ τὴν ἐκτέλεσιν τῶν ἔργων τῶν ὁριζομένων εἰς τὸ ἄρθρον III τῆς παρούσης. Τὰ μέλη τῶν ὁμάδων μελετῶν ἐκλέγονται μεταξὺ προσώπων, τῶν ὁποίων ἡ ὑποψηφιότης προτείνεται ἢ γίνεται δεκτὴ ὑπὸ τοῦ Κράτους μέλους, τοῦ ὁποίου εἶναι πολῖται. Τὸ Συμβούλιον εἶναι πάντως ἐλεύθερον νὰ ἐκλέξῃ καὶ πρόσωπα ἀνήκοντα εἰς Κράτη μὴ μέλη αὐτοῦ.

Ἄρθρον VI.

Πόροι καὶ προϋπολογισμός.

1. Οἱ οἰκονομικοὶ πόροι τοῦ Συμβουλίου συνίστανται ἐξ :

α) εἰσφορῶν χορηγουμένων ὑπὸ τῶν Κρατῶν μελῶν,

β) ἐνδεχομένων δωρεῶν.

2. Τὸ Συμβούλιόν καταρτίζει τὸν προϋπολογισμὸν του ἐπὶ τῇ βάσει καὶ ἐντὸς τῶν ὁρίων τῶν οἰκονομικῶν πόρων αὐτοῦ. Ἂν οἱ πόροι αὐτοῦ αὐξηθοῦν, δύναται νὰ μεταβάλλῃ ἀναλόγως τὸν προϋπολογισμόν.

3. Ἐάν, μετὰ τὴν λῆξιν τῶν ἐργασιῶν τοῦ Συμβουλίου οἱ οἰκονομικοὶ πόροι δὲν ἔχουν ἐξ' ὁλοκλήρου ἐξαντληθῇ ἢ διατεθῇ, τὸ Συμβούλιον θέλει ἀποφασίσῃ περὶ τῆς διαθέσεως τοῦ ἀδιαθέτου ὑπολοίπου.

Ἄρθρον VII.

Νομικὴ προσωπικότης καὶ διευκολύνσεις

Τὸ Συμβούλιον ἀπολαμβάνει ἐπὶ τοῦ ἐδάφους ἑκάστου τῶν μελῶν αὐτοῦ, τῆς ἱκανότητος πρὸς δικαιοπραξίαν. Αἱ Κυβερνήσεις τῶν μελῶν αὐτοῦ θὰ παραχωρήσουν εἰς αὐτό, ἐντὸς τοῦ πλαισίου τῆς ἰδίας αὐτῶν νομοθεσίας, τὰς ἀναγκαίας διευκολύνσεις διὰ τὴν λειτουργίαν τῶν ὑπηρεσιῶν του.

Ἄρθρον VIII.

Διάρκεια

1. Ἡ παροῦσα συμφωνία συνομολογεῖται διαρκείας 18 μηνῶν ἀπὸ τῆς ἐνάρξεως τῆς ἰσχύος αὐτῆς. Συμφωνεῖται ὅμως ὅτι θὰ παύσῃ ἐν πάσῃ περιπτώσει ἔχουσα οἱανδήποτε ἰσχὺν εὐθὺς ὡς ἡ ὑπὸ τῆς παραγράφου 2 τοῦ ἄρθρου III τῆς παρούσης προβλεπομένη Σύμβασις τεθῇ ἐν ἰσχύϊ.

2. Εἰς περίπτωσιν ὅμως κατὰ τὴν ὁποίαν ἡ Σύμβασις αὕτη δὲν τεθῇ ἐν ἰσχύϊ ἐντὸς τῆς ὑπὸ τῆς προηγουμένης παραγράφου προβλεπομένης προθεσμίας τὰ μέλη τοῦ Συμβουλίου δύνανται νὰ ἀποφασίσουν τὴν παράτασιν τῆς ἰσχύος τῆς παρούσης συμφωνίας διὰ χρόνον ὑπ' αὐτῶν ὁριζόμενον βάσει εἰδικοῦ συμφώνου, τὸ ὁποῖον θὰ περιέχῃ τὰς ἀναγκαίας διατάξεις διὰ τὴν ἐξασφάλισιν συμπληρωματικῶν πόρων εἰς τὸ Συμβούλιον.

Ἡ παράτασις τῆς συμφωνίας ταύτης δὲν θὰ ἰσχύῃ παρὰ διὰ τὰ μέλη Κράτη τὰ μετέχοντα τοῦ εἰδικοῦ συμφώνου.

Ἄρθρον IX.

Τελικαὶ διατάξεις.

1. Τὰ Κράτη τὰ ἐπιθυμοῦντα νὰ γίνουν μέλη τοῦ Συμβουλίου ὀφείλουν νὰ προσχωρήσουν εἰς τὴν παροῦσαν Συμφωνίαν ἀνεπιφυλάκτως ἢ ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῆς κυρώσεως ἀκολουθουμένην ἀπὸ τὴν κύρωσιν αὐτῆς. Ἡ συμφωνία θέλει ὑπογραφῆ εἰς τὴν Γενεύην τὴν 15 Φεβρουαρίου 1952 καὶ μετὰ τὴν ἡμερομηνίαν ταύτην, εἰς τὴν ἕδραν τῆς Ὀργανώσεως τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὴν ἐκπαίδευσιν, τὴν ἐπιστήμην καὶ τὸν πολιτισμόν.

2. Ἡ Συμφωνία θέλει τεθῆ ἐν ἰσχύϊ εὐθὺς ὡς ὑπογραφῆ ἀνεπιφυλάκτως ἢ ὑπὸ ἐπιφύλαξιν ἀκολουθουμένη ἀπὸ τὴν κύρωσιν αὐτῆς ὑπὸ 5 ἐκ τῶν Κρατῶν τῶν ἀναφερομένων εἰς τὸ ἄρθρον II κεφ. I παρ. 1 τῆς παρούσης τὸ δὲ ἄθροισμα τῶν εἰς χρῆμα εἰσφορῶν, τὰς ὁποίας τὰ κράτη ταῦτα θὰ ἀναλάβουν τὴν ὑποχρέωσιν νὰ καταβάλουν εἰς τὸ Συμβούλιον ἀνέλθῃ εἰς ποσὸν ἰσοδύναμον πρὸς 100.000 δολλάρια τῶν Ἡνωμένων Πολιτειῶν.

3. Τὰ Κράτη, τὰ μέλλοντα νὰ ὑπογράψουν τὴν συμφωνίαν ταύτην ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῆς κυρώσεως αὐτῆς θὰ καταστοῦν συμβαλλόμενα μέρη ἅμα τῇ καταθέσει τοῦ ἐγγράφου τῆς κυρώσεως παρὰ τῷ Γενικῷ Διευθυντῇ τῆς Ὀργανώσεως τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὴν ἐκπαίδευσιν, τὴν ἐπιστήμην καὶ τὸν πολιτισμόν.

4. Ὁ Γενικὸς Διευθυντὴς τῆς Ὀργανώσεως τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὴν ἐκπαίδευσιν, τὴν ἐπιστήμην καὶ τὸν πολιτισμὸν θὰ κοινοποιήσῃ τὴν ἔναρξιν τῆς ἰσχύος τῆς παρούσης συμφωνίας εἰς ὅλα τὰ Κράτη τὰ μετασχόντα τοῦ «τοπικοῦ Συνεδρίου διὰ τὴν ὀργάνωσιν μελετῶν ἀφορωσῶν εἰς τὴν ἵδρυσιν Εὐρωπαϊκοῦ Ἐργαστηρίου πηρυνικῶν ἐρευνῶν».

5. Ἅμα τῇ ἐνάρξει τῆς ἰσχύος τῆς παρούσης Συμφωνίας ὁ Γενικὸς Διευθυντὴς τῆς Ὀργανώσεως τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὴν ἐκπαίδευσιν, τὴν ἐπιστήμην καὶ τὸν πολιτισμὸν θὰ ὑποβάλῃ αὐτὴν πρὸς καταχώρησιν εἰς τὴν Γραμματείαν τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν συμφώνως πρὸς τὸ ἄρθρον 102 τοῦ Χάρτου τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν.

Εἰς πίστωσιν τῶν ἀνωτέρω οἱ ὑπογεγραμμένοι ἀντιπρόσωποι, νομίμως πρὸς τοῦτο ἐξουσιοδοτημένοι ὑπέγραψαν τὴν παροῦσαν Συμφωνίαν.

Ἐγένετο ἐν τῇ πόλει τῆς Γενεύης τὴν 15 Φεβρουαρίου τοῦ ἔτους 1952 εἰς ἓν μόνον πρωτότυπον εἰς τὰς γλώσσας ἀγγλικὴν καὶ γαλλικήν, τῶν δύο κειμένων ἐχόντων τὸ αὐτὸ κῦρος.

Τὸ πρωτότυπον τῆς Συμβάσεως ταύτης θέλει κατατεθῆ εἰς τὰ ἀρχεῖα τῆς Ὀργανώσεως τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὴν ἐκπαίδευσιν, τὴν ἐπιστήμην καὶ τὸν πολιτισμόν. Ὁ Ὁ Γενικὸς Διευθυντὴς τῆς Ὀργανώσεως ταύτης θὰ παραδώσῃ ἀνὰ ἓν κεκυρωμένον ἀντίγραφον αὐτῆς εἰς τὰ Κράτη, τὰ μετασχόντα τοῦ «τοπικοῦ Συνεδρίου διὰ τὴν ὀργάνωσιν μελετῶν σχετικῶν πρὸς τὴν ἵδρυσιν Εὐρωϊπακοῦ Ἐργαστηρίου πυρηνικῶν ἐρευνῶν», καθὼς καὶ εἰς πᾶν ἄλλο Κράτος, τὸ ὁποῖον βραδύτερον ἤθελε γίνῃ μέλος τοῦ Συμβουλίου.

Διὰ τὴν Ὁμοσπονδιακὴν Δημοκρατίαν τῆς Γερμανίας
W. HEISENBERG

Διὰ τὸ Βασίλειον τῆς Δανιμαρκίας
JAKOB NIELSEN

Ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῆς κυρώσεως
Διὰ τὴν Γαλλικὴν Δημοκρατίαν
F. PERRIN-G. DUPOUEIDE ROSE

Ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῆς κυρώσεως
Διὰ τὸ Βασίλειον τῆς Ἑλλάδος
Δ. ΧΟΝΔΡΟΣ

Ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῆς κυρώσεως
Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τῆς Ἰταλίας
A. GASATI

Ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῆς κυρώσεως
Διὰ τὸ Βασίλειον τῶν Κάτω Χωρῶν
J. H. BANNIER
Διὰ τὸ Βασιλείον τῆς Σουηδίας
MALTE JAGOBSSON
Ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῆς κυρώσεως
Διὰ τὴν Ἑλβετικὴν Συνομοσπονδίαν
PAUL SCHERRER
Ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῆς κυρώσεως
Διὰ τὴν Λαϊκὴν Ὁμόσπονδον Δημοκρατίαν τῆς Γιουγκοσλαβίας
STEVAN DEDIJER

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ

Γενικαὶ διατάξεις.

1. Τὰ Κράτη τὰ ὑπογράφοντα τὸ παρὸν Παράρτημα αλαμβάνουν τὴν ὑποχρέωσιν νὰ προσφέρουν εἰς τὸ Συμβούλιον Ἀντιπροσώπων Εὐρωπαικῶν Κρατῶν τὸ συσταβὲν διὰ τῆς κυρίας Συμφωνίας τὰς εἰσφορὰς εἰς χρῆμα ἢ εἰς εἴδος, τὰς περιεχομένας εἰς τὸν εἰς τὸ παρὸν παράρτημα συναπτόμενον πίνακα.

2) Οἱαδήποτε εἰσφορὰ εἰς εἶδος καταβαλλομένη ὑπὸ κράτους μετασχόντος τοῦ «Περιφερειακοῦ Συνεδρίου διὰ τὴν ὀργάνωσιν μελετῶν ἀφορωσῶν εἰς τὴν ἵδρυσιν Εὐρωπαϊκοῦ ἐργαστηρίου πυρηνικῶν ἐρευνῶν» δύναται νὰ ἀποτελέσῃ ἀντικείμενον εἰδικῆς συμβάσεως μεταξὺ τοῦ Συμβουλίου καὶ τοῦ εἰσφέροντος Κράτους.

3. Τὸ Συμβούλιον θέλει ὁρίζῃ τοὺς ὅρους ὑπὸ τοὺς ὁποίους, θὰ γίνωνται ἀποδεκταὶ αἱ εἰς χρῆμα ἢ εἶδος εἰσφοραὶ Κρατῶν τὰ ὁποῖα μὴ μετασχόντα τοῦ προαναφερθέντος Συνεδρίου θέτουν ὑποψηφιότητα διὰ νὰ γίνουν δεκτὰ ὡς μέλη τοῦ Συμβουλίου.

4. Εἰδικαὶ διατάξεις ὡς πρὸς τὰς εἰσφορὰς Κρατῶν τὰ ὁποῖα θὰ ὑπογράψουν μετὰ τὴν 15 Φεβρουαρίου 1952 δύνανται νὰ προστεθοῦν βραδύτερον εἰς τὸ παρὸν παράρτημα.

5. Τὸ παρὸν Παράρτημα τίθεται ἐν ἰσχύϊ ὁμοῦ μετὰ τῆς κυρίας Συμφωνίας.

Εἰσφοραί.

Ἡ Ὁμοσπονδιακὴ Δημοκρατία τῆς Γερμανίας ἀναλαμβάνει τὴν ὑποχρέωσιν νὰ εἰσφέρῃ τὸ ποσὸν τῶν δολλαρίων 35.000 (Τριάκοντα πέντε χιλιάδων δολλαρίων) τὰ ὁποῖα θὰ καταβάλῃ εἰς νόμισμα τῶν Η. Π. εἰς τὸ Συμβούλιον, εὐθὺς ὡς τοῦτο συγκροτηθῇ νομίμως.

Ὑπογραφὴ W. HEISENDERG

Τὸ Συμβούλιον τῆς Δανιμαρκίας ἀναλαμβάνει τὴν ὑποχρέωσιν νὰ θέσῃ τὸ Ἰνστιτοῦτον Θεωρητικῆς Φυσικῆς τοῦ Πανεπιστημίου τῆς Κοπεγχάγης εἰς τὴν διάθεσιν τοῦ Συμβουλίου καθ' ὅ μέτρον τυγχάνει ἀπαραίτητον διὰ τὴν διευκόλυνσιν τῶν ἐργασιῶν τῆς Εὐρωπαικῆς Ὁμάδος Μελετῶν.

Ὑπογραφὴ : JAKOB NIELSEN

Ἡ Γαλλικὴ Δημοκρατία ἀναλαμβάνει τὴν ὑποχρέωσιν νὰ καταβάλῃ εἰσφορὰν φράγκων γαλλικῶν 25.000.000 (εἴκοσιν πέντε ἑκατομυμυρίων) εἰς τὸ Συμβούλιον εὐθὺς ὡς τοῦτο συγκροτηθῇ νομίμως.

Ὑπογραφὴ : F. PERRIN-G. DUFOUY F. DE ROSE

Ἡ Δημοκρατία τῆς Ἰταλίας ἀναλαμβάνει τὴν ὑποχρέωσιν νὰ εἰσφέρῃ τὸ ποσὸν τῶν § 25.000 (εἴκοσι πέντε χιλιάδων δολλαρίων), τὸ ὁποῖον θὰ καταβάλῃ εἰς ἑλβετικὰ φράγκα εἰς τὸ Συμβούλιον, εὐθὺς ὡς τοῦτο συγκροτηθῇ νομίμως.

Ὑπογραφὴ : A. GASATI

Τὸ Βασίλειον τῶν Κάτω Χωρῶν ἀναλαμβάνει τὴν ὑποχρέωσιν νὰ εἰσφέρῃ τὸ ποσὸν τῶν § 10.000 (δέκα χιλιάδων δολλαρίων), εἰς Εὐρωπαϊκὸν νόμισμα τῆς ἐπιλογῆς τοῦ Συμβουλίου, τὸ ὁποῖον θὰ καταβάλῃ εἰς τὸ Συμβούλιον εὐθὺς ὡς συγκροτηθῇ τοῦτο νομίμως.

Ὑπογραφὴ : J. H. BANNIER

Τὸ Βασίλειον τῆς Σουηδίας ἀναλαμβάνει τὴν ὑποχρέωσιν νὰ εἰσφέρῃ τὸ ποσὸν τῶν 57.000 Σουηδικῶν Κορονῶν (πεντήκοντα ἑπτὰ χιλιάδων Σουηδικῶν Κορονῶν) τὸ ὁποῖον θὰ καταβάλῃ εἰς τὸ Συμβούλιον εὐθὺς ὡς τοῦτο συγκροτηθῇ νομίμως.

Ὑπογραφὴ : MALTE JACOBSSON

Ἡ Λαϊκὴ Ὁμόσπονδος Δημοκρατία τῆς Γιουγκοσλαβίας ἀναλαμβάνει τὴν ὑποχρέωσιν νὰ εἰσφέρῃ τὸ ποσὸν § 10.000 (δέκα χιλιάδας δολλάρια), τὸ ὁποῖον θὰ καταβάλῃ εἰς νόμισμα Η. Π. εἰς τὸ Συμβούλιον εὐθὺς ὡς τοῦτο συγκροτηθῇ νομίμως.

Ὑπογραφὴ : PAVLE SAVIG-STEVAN DEDIJER.

Ὅτι ἀκριβὴς μετάφρασις ἐκ τοῦ Γαλλικοῦ κειμένου.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 20 Ἀπριλίου 1953

Ἐκ τοῦ Γραφείου Νομικῶν Ἐργασιῶν κα Μελετῶν

(2)

ΝΟΜΟΘΕΤΙΚΟΝ ΔΙΑΤΑΓΜΑ ὑπ' ἀριθ. 2468.

Περὶ τρόπου ἀπολύσεως προσωπικοῦ ἀσχοληθέντος μὲ διαχείρισιν ἐφοδίων ἐξωτερικοῦ παρὰ τῇ Α.Τ.Ε.

ΠΑΥΛΟΣ
ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Ἔχοντες ὑπ' ὄψει τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 35 τοῦ Συντάγματος καὶ τὴν ἀπὸ 7 Ἰουλίου 1953 σύμφωνον γνώμην τῆς κατὰ τὴν παράγραφον 2 τοῦ αὐτοῦ ἄρθρου 35 Εἰδικῆς Ἐπιτροπῆς ἐκ Βουλευτῶν, προτάσει τοῦ Ἡμετέρου Ὑπουργικοῦ Συμβουλίου, ἀπεφασίσαμεν καὶ διατάσσομεν :

Ἄρθρον μόνον.

Τὸ πάσης φύσεως ἔκτακτον προσωπικὸν τῆς Ἀγροτικῆς Τραπέζης τῆς Ἑλλάδος (ὑπαλληλικόν, ὑπηρετικόν, ἐργατοτεχνικόν, ἐργατικὸν) τὸ προσληφθὲν ὑπὸ ταύτης ἀποκλειστικῶς διὰ τὴν παραλαβήν, ἀποθήκευσιν, διακίνησιν καὶ ἐν γένει διαχείρισιν τῶν ἐκ τοῦ ἐξωτερικοῦ ἐφοδίων, εἰς ἐκτέλεσιν τῆς μεταξὺ Δημοσίου καὶ Α.Τ.Ε. συναφθείσης ἀπὸ 19.10.48 συμβάσεως, ἀπολύεται τῆς ὑπηρεσίας ἐπὶ τῇ λήξει τῆς ὑπὸ τῆς Ἀγροτικῆς Τραπέζης διαχειρίσεως τῶν ἐφοδίων καὶ ἄνευ τηρήσεως διατυπώσεων προβλεπομένων ὑπὸ τῶν κατὰ τὸν χρόνον τῆς ἀπολύσεως ἰσχυουσῶν διατάξεων ἐπὶ τῇ καταβολῇ τῆς ὑπὸ τῶν κειμένων νόμων ὁριζομένης ἀποζημιώσεως. Αἱ

περὶ προστασίας τῶν στρατευομένων καὶ ἐφέδρων διατάξεις δὲν θίγονται ὁπωσδήποτε διὰ τοῦ παρόντος.

Ἡ ἰσχὺς τοῦ παρόντος ἄρχεται ἀπὸ 1.2.1953.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 18 Ἰουλίου 1953.

ΠΑΥΛΟΣ

Β.

ΤΟ ΥΠΟΥΡΓΙΚΟΝ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟΝ

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ

ΑΛΕΞΑΝΔΡΟΣ ΠΑΠΑΓΟΣ

ΤΑ ΜΕΛΗ

ΕΜΜ. ΤΣΟΥΔΕΡΟΣ, ΣΤ. ΣΤΕΦΑΝΟΠΟΥΛΟΣ, Δ. ΜΠΑΜΠΑΚΟΣ, ΠΑΤΣ. ΑΤΚΟΤΡΕΖΟΣ, Κ. ΚΑΛΛΙΑΣ, Κ. ΠΑΠΑΓΙΑΝΝΗΣ, Θ. ΚΑΨΑΛΗΣ, Χ. ΨΑΡΡΟΣ, Α. ΑΠΟΣΤΟΛΙΔΗΣ, Κ. ΑΔΑΜΟΠΟΥΛΟΣ, Π. ΣΙΦΝΑΙΟΣ, Σ. ΓΕΩΡΓΟΤΛΗΣ, Σ. ΓΤΑΛΙΣΤΡΑΣ, Π. ΠΑΠΑΛΗΓΟΥΡΑΣ, Α. ΚΑΡΑΘΟΔΩΡΟΣ.

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 24 Ἰουλίου 1953.

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

Δ. ΜΠΑΜΠΑΚΟΣ

(3)

ΝΟΜΟΘΕΤΙΚΟΝ ΔΙΑΤΑΓΜΑ ὑπ' ἀριθ. 2469.

Περὶ κυρώσεως τῆς ὑπ' ἀριθ. 940)1951 Πράξεως τοῦ Ὑπουργικοῦ Συμβουλίου.

ΠΑΥΛΟΣ

ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Ἔχοντες ὑπ' ὄψει τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 35 τοῦ Συντάγματος καὶ τὴν ἀπὸ 7 Ἰουλίου 1953 σύμφωνον γνώμην τῆς κατὰ τὴν παράγραφον 2 τοῦ αὐτοῦ ἄρθρου 35 Εἰδικῆς Ἐπιτροπῆς ἐκ Βουλευτῶν, προτάσει τοῦ Ἡμετέρου Ὑπουργικοῦ Συμβουλίου, ἀπεφασίσαμεν καὶ διατάσσομεν.

Ἄρθρον 1

Κυροῦται, ἀφ' ἧς ἐξεδόθη ἡ ὑπ' ἀριθ. 940)1951 Πρᾶξις τοῦ Ὑπουργικοῦ Συμβουλίου, ἧς τὸ κείμενον ἔχει ὡς ἑξῆς:

ΣΥΝΕΔΡΙΑΣΙΣ ΠΡΑΞΙΣ 940.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 17 Αὐγούστου 1951.

ΤΟ ΥΠΟΥΡΓΙΚΟΝ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟΝ

Λαβὸν ὑπ' ὄψει τὸ ἄρθρον 3 τοῦ Νόμου 5127)1931 καὶ τὸ ὑπ' ἀριθ. 201957)1.8.1951 ἔγγραφον τοῦ κ. Ὑπουργοῦ τῶν Οἰκονομικῶν,

Ἀ π ο φ α σ ί ζ ε ι :

Ἐγκρίνει τὴν ἔκδοσιν προσωρινοῦ χρηματικοῦ ἐντάλματος Ὑπουργείου Ἐμπορίου (ἁρμοδιότητος τέως Ὑπουργείου Ἐφοδιασμοῦ) δραχμῶν τριῶν ἑκατομμυρίων τετρακοσίων ἑξήκοντα τεσσάρων χιλιάδων (3.464,000) ἐπ' ὀνόματι τοῦ Ἀλκιβιάδου Συριοπούλου, Γραμματέως β' τοῦ Ὑπουργείου Ἐμπορίου (ἁρμοδιότητος τέως Ἐφοδιασμοῦ), ἐπὶ τοῦ Ταμείου Πληρωμῶν Ἀθηνῶν καὶ μὲ προθεσμίαν ἀποδόσεως λογαριασμοῦ ὑπὸ τοῦ ὑπολόγου τὴν 30ὴν Αὐγούστου 1951 διὰ τὴν πληρωμὴν τῆς ἀποζημιώσεως αὐτοῦ εἰς τοὺς λοιποὺς ὑπαλλήλους τοῦ Ὑπουργείου Ἐμπορίου (ἁρμοδιότητος τέως Ἐφοδιασμοῦ) ἐργασθέντας ὑπερωριακῶς ἀπὸ 18.1.1951 μέχρι 20.6.1951 διὰ τὴν συγκέντρωσιν στοιχείων πρὸς παροχὴν πληροφοριῶν εἰς τὸ ἐν Οὐασιγκτῶνι Γραφεῖον τῆς Δ.Ο.Σ. σχετικῶς πρὸς τὰ ἐν Ἑλλάδι εἰσαχθέντα ἐφόδια διὰ χρηματοδοτήσεων τῆς Δ.Ο.Σ. ἀπὸ τῆς ἐνάρξεως τῆς ἐφαρμογῆς τοῦ προγράμματος Ἀμερικανικῆς Βοηθείας πρὸς τὴν Ἑλλάδα.

Ἡ παροῦσα θέλει κυρωθῆ νομοθετικῶς μερίμνῃ τοῦ Ὑπουργείου Ἐμπορίου.

Ἐκδόσαν πρὸς τοῦτο τὴν ὑπ' ἀριθ. 940 παροῦσαν πρᾶξιν του.

Ὁ Πρόεδρος Ὁ Ἀντιπρόεδρος Τὰ Μέλη

Ἄρθρον 2.

Ἡ ἰσχὺς τοῦ παρόντος ἄρχεται ἀπὸ τῆς δημοσιεύσεώς του εἰς τὴν Ἐφημερίδα τῆς Κυβερνήσεως.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 18 Ἰουλίου 1953.

ΠΑΥΛΟΣ

Β.

ΤΟ ΥΠΟΥΡΓΙΚΟΝ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟΝ

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ

ΑΛΕΞΑΝΔΡΟΣ ΠΑΠΑΓΟΣ

ΤΑ ΜΕΛΗ

ΕΜΜ. ΤΣΟΥΔΕΡΟΣ, ΣΤ. ΣΤΕΦΑΝΟΠΟΥΛΟΣ, Δ. ΜΠΑΜΠΑΚΟΣ, ΠΑΤΣ. ΑΤΚΟΤΡΕΖΟΣ, Κ. ΚΑΛΛΙΑΣ, Κ. ΠΑΠΑΓΙΑΝΝΗΣ, Θ. ΚΑΨΑΛΗΣ, Χ. ΨΑΡΡΟΣ, Α. ΑΠΟΣΤΟΛΙΔΗΣ, Κ. ΑΔΑΜΟΠΟΥΛΟΣ, Π. ΣΙΦΝΑΙΟΣ, Σ. ΓΕΩΡΓΟΤΛΗΣ, Σ. ΓΤΑΛΙΣΤΡΑΣ, Π. ΠΑΠΑΛΗΓΟΥΡΑΣ, Α. ΚΑΡΑΘΟΔΩΡΟΣ.

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 24 Ἰουλίου 1953.

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

Δ. ΜΠΑΜΠΑΚΟΣ

ΔΙΑΤΑΓΜΑΤΑ

(4)

Περὶ ἀκυρώσεως τοῦ ἀπὸ 18.1.1952 Β. Δ. καὶ κυρώσεως ὁριστικῶν συμπληρωματικῶν πινάκων ἐτῶν 1948 - 49 καὶ 1951 - 52.

ΠΑΥΛΟΣ

ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Ἔχοντες ὑπ' ὄψιν :

α) Τὸ ἀπὸ 19.3.1948 ὑπὸ στοιχεῖον ΜΕ' Ψήφισμα τὸ κυροῦν τὸ ἀπὸ 24.4.1946 Ν. Δ. καὶ τὰ εἰς ἐκτέλεσιν αὐτοῦ ἐκδοθέντα ἀπὸ 5.6.1946 καὶ 19.2.1947 Β. Δ., ὡς ἐτροποποιήθησαν καὶ συνεπληρώθησαν ταῦτα μεταγενεστέρως.

β) Τὸν Α. Ν. 1921)1951 «περὶ διατάξεων ἀφορωσῶν τὴν Στρατιωτικὴν Ἱεραρχίαν καὶ τὰς Στρατ. Προαγωγάς».

γ) Τὸ ἄρθρον 13 τοῦ Ν. 2051)1952 «περὶ Ὑπουργείου Ἐθνικῆς Ἀμύνης, ὀργανώσεως καὶ ἐλέγχου τῆς Ἀνωτάτης Διοικήσεως τῶν Ἐνόπλων Δυνάμεων».

δ) Τὸ ὑπ' ἀριθ. 24)Σ.2)31.3.1953 πρακτικὸν τοῦ Ἀνωτάτου Στρατιωτικοῦ Συμβουλίου.

ε) Τὸ Ν. Δ. 2387)1953 «περὶ Ὑπουργείου Ἐθν. Ἀμύνης καὶ τῶν Ὀργάνων τῆς Ἀνωτάτης Διοικήσεως καὶ ἐλέγχου τῶν Ἐνόπλων Δυνάμεων».

στ) Τὰς ὑπ' ἀριθ. 1236)52, 2015)52 καὶ 74)53 ἀποφάσεις τοῦ Συμβουλίου Ἐπικρατείας.

ζ) Τὴν ὑπ' ἀριθ. 59)ΙΙΙ)Σ3)16.5.53 ἀπόφασιν τοῦ Ἀνωτάτου Στρατιωτικοῦ Συμβουλίου καὶ προτάσει τοῦ Ἡμετέρου ἐπὶ τῶν Στρατιωτικῶν Ὑφυπουργοῦ, ἀπεφασίσαμεν καὶ διατάσσομεν :

Ι. Ἀκυροῦμεν τὸ ἀπὸ 18.1.1952 Β. Δ. «περὶ κυρώσεως ὁριστικῶν συμπληρωματικῶν πινάκων προακτέων, μὴ προακτέων καὶ ἀποστρατευτέων Ταγματαρχῶν καὶ κατωτέρων Ἀξιωματικῶν ἐτῶν 1948 - 1949, 1949 - 1950, 1950 - 1951 καὶ 1951 - 1952» δημοσιευθὲν εἰς τὸ ὑπ' ἀριθ. 15)19.1.52 Φ.Ε.Κ. - τεῦχος Α' (Ε.Δ.)Γ.Ε.Σ. 19)52) μόνον ὅσον ἀφορᾷ τοῦτο τὴν κύρωσιν τῶν πινάκων μὴ προακτέων Ὑπολοχαγῶν Πεζικοῦ ἔτους 1951 - 52, εἰδικῶς καὶ μόνον διὰ τὸν Ὑπολοχαγὸν Πεζικοῦ Δεδούσην Ἀντώνιον Α. Μ. 27737.

ΙΙ. Κυροῦμεν τοὺς ὑπὸ τοῦ Ἀνωτάτου Στρατιωτικοῦ Συμβουλίου συνταχθέντας διὰ τῆς ὑπ' ἀριθ. 59)ΙΙΙ)Σ3)16.5.53 ἀποφάσεώς του, ὁριστικοὺς συμπληρωματικοὺς πίνακας ἐτῶν 1948 - 49 καὶ 1951 - 52 μὴ προακτέων καὶ ἀποστρατευτέων Ταγματαρχῶν καὶ Ὑπολοχαγῶν Ὅπλων καὶ Σωμάτων ὡς ἀκολούθως :

α) Έτους 1948-49 :
Αποστρατευτέου Ταγματάρχου Υγειονομικού.
β) Έτους 1951-52 :
1. Μη προακτέου Ταγματάρχου Πεζικού.
2. Μη προακτέου Υπολοχαγού Πεζικού.

Εις τον αυτόν επί των Στρατιωτικών Υφυπουργόν ανατίθεμεν την δημοσίευσιν και εκτέλεσιν του παρόντος Διατάγματος.

Εν Αθήναις τη 2 Ιουλίου 1953.

ΠΑΥΛΟΣ
Β.

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΕΘΝΙΚΗΣ ΑΜΥΝΗΣ ΥΦΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΣΩΚΡ. ΔΗΜΑΡΑΤΟΣ

(5)

Περί ιδρύσεως ιδίας ενορίας Αγίου Γεωργίου Παλαιού Ηρακλείου — Αττικής.

ΠΑΥΛΟΣ
ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Έχοντες υπ' όψιν τας διατάξεις των άρθρων 3, 10 και 11 του υπ' αριθ. 2200)1940 Αναγκ. Νόμου «περί Ιερών Ναών και Εφημερίων» εν συνδυασμώ προς το άρθρον 4 παράγραφος 1 του υπ' αριθ. 979)1942 Νομ. Διατάγματος, ώς και την σύμφωνον γνώμην του Μητροπολιτικού Συμβουλίου της Ιεράς Αρχιεπισκοπής Αθηνών, προτάσει του επί της Εθνικής Παιδείας και Θρησκευμάτων Υπουργού, αποφασίσαμεν και διατάσσομεν:

Ιδρύομεν ιδίαν ενορίαν εν Παλαιώ Ηρακλείω Αττικής της Ιεράς Αρχιεπισκοπής Αθηνών υπό ενοριακόν Ναόν τον του Αγίου Γεωργίου.

Εις τον αυτόν επί της Εθνικής Παιδείας και Θρησκευμάτων Υπουργόν ανατίθεμεν την δημοσίευσιν και εκτέλεσιν του παρόντος Διατάγματος.

Εν Αθήναις τη 3 Ιουνίου 1953

ΠΑΥΛΟΣ
Β.

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΕΘΝΙΚΗΣ ΠΑΙΔΕΙΑΣ & ΘΡΗΣΚΕΥΜΑΤΩΝ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΚΩΝΣΤ. ΚΑΛΛΙΑΣ

(6)

Περί ιδρύσεως ενορίας Κρητσάς — Κρήτης.

ΠΑΥΛΟΣ
ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Έχοντες υπ' όψιν τας διατάξεις των άρθρων 3, 10 και 11 του υπ' αριθ. 2200)1940 Αναγκ. Νόμου «περί Ιερών Ναών και Εφημερίων» εν συνδυασμώ προς το άρθρον 4 παράγραφος 1 του υπ' αριθ. 979)1942 Νομ. Διατάγματος, ώς και την υπ' αριθ. 71)1951 σύμφωνον γνώμην του Μητροπολιτικού Συμβουλίου της Ιεράς Επισκοπής Πέτρας—Κρήτης, προτάσει του επί της Εθνικής Παιδείας και Θρησκευμάτων Υπουργού, αποφασίσαμεν και διατάσσομεν:

Ιδρύομεν και τρίτην ενορίαν εν τη Κωμοπόλει Κρητσάς —Μεραμβέλλου της Ιεράς Επισκοπής Πέτρας—Κρήτης υπό ενοριακόν Ναόν τον του «Αγίου Παντελεήμονος».

Εις τον αυτόν επί της Εθνικής Παιδείας και Θρησκευμάτων Υπουργόν ανατίθεμεν την δημοσίευσιν και εκτέλεσιν του παρόντος Διατάγματος.

Εν Αθήναις τη 22 Ιουνίου 1953.

ΠΑΥΛΟΣ
Β.

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΕΘΝΙΚΗΣ ΠΑΙΔΕΙΑΣ & ΘΡΗΣΚΕΥΜΑΤΩΝ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΚΩΝΣΤ. ΚΑΛΛΙΑΣ

(7)

Περί ιδρύσεως ιδίας ενορίας Αγ. Βασιλείου Συνοικισμού Ιωλκού—Βόλου Ιεράς Μητροπόλεως Δημητριάδος

ΠΑΥΛΟΣ
ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Έχοντες υπ' όψιν τας διατάξεις των άρθρων 3, 10 και 11 του υπ' αριθ. 2200)1940 Α. Ν. «περί Ιερών Ναών και Εφημερίων» εν συνδυασμώ προς το άρθρον 4 παράγραφος 1 του υπ' αριθ. 979)1942 Νομοθετικού Διατάγματος ώς και την από 27 Μαρτίου 1952 σύμφωνον γνώμην του Μητροπολιτικού Συμβουλίου της Ιεράς Μητροπόλεως Δημητριάδος, προτάσει του επί των Θρησκευμάτων και Εθνικής Παιδείας Υπουργού, αποφασίσαμεν και διατάσσομεν:

Ιδρύομεν ιδίαν ενορίαν εν τω Συνοικισμώ Ιωλκού—Βόλου της Ιεράς Μητροπόλεως Δημητριάδος υπό ενοριακόν Ναόν τον του Αγίου Βασιλείου.

Εις τον αυτόν επί της Εθνικής Παιδείας και Θρησκευμάτων Υπουργόν ανατίθεμεν την δημοσίευσιν και εκτέλεσιν του παρόντος Διατάγματος.

Εν Αθήναις τη 22 Ιουνίου 1953

ΠΑΥΛΟΣ
Β.

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΕΘΝΙΚΗΣ ΠΑΙΔΕΙΑΣ & ΘΡΗΣΚΕΥΜΑΤΩΝ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΚΩΝΣΤ. ΚΑΛΛΙΑΣ

(8)

Περί άρσεως της πράξεως αναδασώσεως εκ Δημοσίας εκτάσεως 8.600 μ2. Δημοσίας θέσεως Αγίας Παρασκευής Αττικής.

ΠΑΥΛΟΣ
ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Έχοντες υπ' όψιν το άρθρον 150 του Νόμου 4173 «περί Δασικού Κώδικος» και πρότασιν του Ημετέρου επί της Γεωργίας Υπουργού στηριζομένην εις την υπ' αριθ. 282 ε. έ. σύμφωνον γνώμην του παρά τω Υπουργείω Γεωργίας Τεχνικού Συμβουλίου Δασών αποφασίσαμεν και διατάσσομεν :

Άρθρον μόνον.

Αίρομεν την υφισταμένην εν θέσει Αγία Παρασκευή Αττικής πράξιν του Υπουργού της Γεωργίας Δημοσίας εκτάσεως οκτώ χιλιάδων εξακοσίων (8.600) τετρ. μέτρων ώς αύτη εμφαίνεται υπό στοιχείων ΑΒΓΔ εις το προσηρτημένον τω παρόντι, τεθεωρημένον υπό του Ημετέρου επί της Γεωργίας Υπουργού διάγραμμα υπό γαλάμακα 1.500 επί σκοπώ ιδρύσεως εν αυτώ Γυμναστηρίου.

Εις τον αυτόν επί της Γεωργίας Υπουργόν ανατίθεμεν την δημοσίευσιν και εκτέλεσιν του παρόντος διατάγματος.

Εν Αθήναις τη 10 Ιουλίου 1953.

ΠΑΥΛΟΣ
Β.

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΓΕΩΡΓΙΑΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΑΝΔΡ. ΑΠΟΣΤΟΛΙΔΗΣ

(9)

Περί άρσεως της αναδασώσεως εξ εκτάσεως 250 στρεμμάτων της ιδιωτικής θέσεως «Πυρναρή» της περιφερείας του Δήμου Γλυφάδας.

ΠΑΥΛΟΣ
ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Έχοντες υπ' όψιν το άρθρον 150 του Νόμου 4173 «περί Δασικού Κώδικος» και πρότασιν του Ημετέρου επί της Γεωρ-

γίας Ὑπουργοῦ στηριζομένην εἰς τὴν ὑπ' ἀριθ. 508 ἐ. ἔ. σύμφωνον γνώμην τοῦ παρὰ τῷ Ὑπουργείῳ Γεωργίας Τεχνικοῦ Συμβουλίου Δασῶν λόγῳ παρόδου ἀπράκτου τοῦ νομίμου χρόνου συντελέσεως τῆς ἀπαλλοτριώσεως ἰδιωτικῆς ἐκτάσεως πρὸς ἀναδάσωσιν, ἀποφασίζομεν καὶ διατάσσομεν:

Ἄρθρον μόνον.

Αἴρομεν τὴν ὑφισταμένην πρᾶξιν ἀναδασώσεως ἐξ ἰδιωτικῆς ἐκτάσεως διακοσίων πεντήκοντα (250) στρεμμάτων τῆς θέσεως «Πυρναρῆ» τῆς περιφερείας τοῦ Δήμου Γλυφάδας περικλειομένης εἰς τὸ προσηρτημένον τῷ παρόντι ἡλιοτυπικὸν διάγραμμα ὑπὸ κλίμακα 1 : 5000 δεόντως τεθεωρημένου ὑπὸ τοῦ Ἡμετέρου ἐπὶ τῆς Γεωργίας Ὑπουργοῦ, ὑπὸ τῶν στοιχείων ΑΒΓΔΕΖΑ.

Καταργεῖται τὸ ἀπὸ 22-9-1952 ὅμοιον Β. Δ. δημοσιευθὲν εἰς τὸ ὑπ' ἀριθ. 272 τεῦχος Α' τῆς 1)10)1952 Φ.Ε.Κ.

Εἰς τὸν αὐτὸν ἐπὶ τῆς Γεωργίας Ὑπουργὸν ἀνατίθεμεν τὴν δημοσίευσιν καὶ ἐκτέλεσιν τοῦ παρόντος.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 10 Ἰουλίου 1953.

ΠΑΥΛΟΣ

Β.

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΓΕΩΡΓΙΑΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΑΝΔΡ. ΑΠΟΣΤΟΛΙΔΗΣ

(10)

Περὶ ἄρσεως ἀναδασώσεως ἐκ Δημοσίας ἐκτάσεως 500 τ. μ. ἐν τῇ περιοχῇ Κοινότητος Κεφαλοβρύσης.

ΠΑΥΛΟΣ
ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Ἔχοντες ὑπ' ὄψιν τὸ ἄρθρον 150 τοῦ Νόμου 4173 «περὶ Δασικοῦ Κώδικος» καὶ πρότασιν τοῦ Ἡμετέρου ἐπὶ τῆς Γεωργίας Ὑπουργοῦ στηριζομένην εἰς τὴν ὑπ' ἀριθ. 284 ἐ. ἔ. σύμφωνον γνώμην τοῦ παρὰ τῷ Ὑπουργείῳ Γεωργίας Τεχνικοῦ Συμβουλίου Δασῶν ἀπεφασίσαμεν καὶ διατάσσομεν:

Ἄρθρον μόνον.

Αἴρομεν τὴν ὑφισταμένην πρᾶξιν ἀναδασώσεως ἐξ ἐκτάσεως 500 τ. μ. τῆς Δημοσίας Δασικῆς ἐκτάσεως περιοχῆς Κοινότητος Κεφαλοβρύσης κειμένης εἰς τὴν Νοτιοδυτικὴν γωνίαν τῆς ὅλης ἀναδασωτέας ἐκτάσεως καὶ περικλειομένης ὑπὸ τῶν στοιχείων ΑΒΓΔ., τοῦ προσηρτημένου τῷ παρόντι ἀπὸ 30-4-1953 διαγράμματος ὑπὸ κλίμακα 1:500 δεόντως τεθεωρημένου ὑπὸ τοῦ Ἡμετέρου ἐπὶ τῆς Γεωργίας Ὑπουργοῦ ἐπὶ σκοπῷ χρησιμοποιήσεώς της ὑπὸ τοῦ Σταθμοῦ Χωροφυλακῆς Κεφαλοβρύσης.

Εἰς τὸν αὐτὸν ἐπὶ τῆς Γεωργίας Ὑπουργὸν ἀνατίθεμεν τὴν δημοσίευσιν καὶ ἐκτέλεσιν τοῦ παρόντος διατάγματος.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 10 Ἰουλίου 1953.

ΠΑΥΛΟΣ

Β.

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΓΕΩΡΓΙΑΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΑΝΔΡ. ΑΠΟΣΤΟΛΙΔΗΣ

(11)

Περὶ μεταβιβάσεως ἐξουσίας τοῦ Ὑπουργοῦ Κοινωνικῆς Προνοίας τοῦ ὑπογράφειν ἀποφάσεις, πράξεις, ἐντάλματα, ἐντολὰς κλπ.

ΠΑΥΛΟΣ
ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Ἔχοντες ὑπ' ὄψιν τὰς διατάξεις τῆς παραγράφου 1 τοῦ ἄρθρου 12 τοῦ Α. Ν. 1671)1951 «περὶ Ὑπουργικοῦ Συμβουλίου καὶ Ὑπουργείων» καὶ τῆς παραγράφου 3 τοῦ ἄρθρου 3 τοῦ Ν. Δ. 2386)1953 «περὶ ἑνοποιήσεως καὶ ἀποκεντρώσεως τῶν Τεχνικῶν Ὑπηρεσιῶν τοῦ Κράτους» καὶ ἰδόντες τὴν ὑπ' ἀριθ. 311)1953 γνωμοδότησιν τοῦ Συμβουλίου τῆς Ἐπικρατείας, προτάσει τοῦ Ἡμετέρου ἐπὶ τῆς Κοινωνικῆς Προνοίας Ὑπουργοῦ, ἀπεφασίσαμεν καὶ διατάσσομεν:

Ἄρθρον μόνον.

Ἀνατίθεμεν εἰς τὸν ἐπὶ 1ῳ βαθμῷ Τεχνικὸν ὑπάλληλον τοῦ Ὑπουργείου Κοινωνικῆς Προνοίας ἢ τὸν νόμιμον αὐτοῦ ἀναπληρωτὴν τὴν ὑπογραφήν, ἐντολῇ Ὑπουργοῦ, τῶν κάτωθι ἀποφάσεων, πράξεων ἐνταλμάτων κλπ. ἁρμοδιότητος τῆς τέως Γενικῆς Διευθύνσεως Οἰκισμοῦ.

1. Τῶν ἀποφάσεων ἀναλήψεως πιστώσεων ἐκ τῶν ἀναγραφομένων εἰς τὸν προϋπολογισμὸν τῶν ἐξόδων τοῦ οἰκονομικοῦ ἔτους 1952—53 τῆς τέως Γενικῆς Διευθύνσεως Οἰκισμοῦ πρὸς οἱονδήποτε σκοπὸν μέχρι ποσοῦ διακοσίων ἑκατομμυρίων δραχμῶν.

2. Τῶν πάσης φύσεως καὶ οἱουδήποτε ποσοῦ χρηματικῶν ἐνταλμάτων πληρωμῆς καὶ προπληρωμῆς τῶν ἐκδιδομένων εἰς βάρος τοῦ τακτικοῦ κρατικοῦ προυπολογισμοῦ, ὡς καὶ τοῦ προυπολογισμοῦ δημοσίων ἐπενδύσεων οἰκον. ἔτους 1952—53 τῆς τέως Γενικῆς Διευθύνσεως Οἰκισμοῦ, καὶ τῶν ἄνω τοῦ κατὰ τὴν προηγουμένην περίπτωσιν ποσοῦ, ἐφ' ὅσον ὡς πρὸς ταῦτα ἔχει ἀναληφθῇ ἡ σχετικὴ πίστωσις.

Εἰς τὸν αὐτὸν ἐπὶ τῆς Κοινωνικῆς Προνοίας Ὑπουργὸν ἀνατίθεμεν τὴν δημοσίευσιν καὶ ἐκτέλεσιν τοῦ παρόντος.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 10 Ἰουλίου 1953

ΠΑΥΛΟΣ

Β.

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΚΟΙΝΩΝΙΚΗΣ ΠΡΟΝΟΙΑΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΚΩΝΣΤ. ΑΔΑΜΟΠΟΥΛΟΣ

ΕΚ ΤΟΥ ΕΘΝΙΚΟΥ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟΥ